



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2597  
11 mai 2018  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# LUTTE

# OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
**d'Arlette Laguiller**

# Face à l'arrogance de Macron **Vive la lutte des travailleurs !**



**Air France**  
**Le PDG**  
**débarqué**

Page 14



**Fête de Lutte ouvrière**

**19 - 20 - 21 mai à Presles**

Pages 7, 8, 9 et 10

# Contre l'arrogance de Macron, vive la lutte des travailleurs!

Pour célébrer sa première année à l'Élysée, Macron s'est offert un reportage à une heure de grande écoute sur France 3. On a pu le voir serrer la main de Trump, accueillir Poutine à Versailles, enterrer Johnny ou dialoguer avec des petits enfants... pas se faire prendre à partie par des travailleurs en colère ou des retraités indignés.

Ce reportage à sa gloire a évité les sujets qui fâchent. Pourtant, Macron n'a pas pu s'empêcher d'exprimer son mépris habituel pour « ceux qui font une tragédie dès qu'on leur parle de réforme », qui pensent que le « summum de la lutte c'est les 50 euros d'APL » et qui n'auraient ni idéal, ni soif d'absolu.

Tout juste évoquées, la lutte des cheminots et la sympathie qu'elle suscite parmi les travailleurs sont attribuées à un pays « rétif au changement » et rempli « d'aristocrates égalitaires » qui se cabrent parce que c'est dans leur nature.

Pendant que Macron joue les grands hommes et veut réduire toute contestation de ses attaques à des caprices de travailleurs trop gâtés, la lutte des cheminots continue.

Et cette mobilisation qui dure, le refus des cheminots d'accepter le recul de leurs conditions de vie et de travail, sont autant d'encouragements pour tous les travailleurs qui veulent se battre.

C'est le cas des salariés d'Air France. Après des années de blocage des salaires, des milliers d'emplois sacrifiés et des jours de congés supprimés au prétexte de redresser l'entreprise, ces travailleurs, des mécanos aux pilotes en passant par le personnel commercial, réclament 6% d'augmentation. « *In-soutenable pour l'entreprise!* » répliquait son PDG Janailac, qui tourne lui-même à plus d'un million d'euros annuel et a augmenté de 28% les membres du conseil d'administration de l'entreprise!

Janailac voulait faire cautionner par les salariés un accord sur 2% d'augmentation des salaires, conditionnant d'éventuelles augmentations futures aux résultats de l'entreprise et avec une clause antigreve par-dessus le marché. Il était tellement sûr de gagner qu'il a soumis cet accord à référendum, en mettant sa démission dans la balance si le « oui » ne l'emportait pas. Le voilà donc éjecté, après que les salariés se sont massivement prononcés pour le « non », malgré la pression de la hiérarchie et des médias!

Les chantages exercés sur les travailleurs d'Air France, sur ceux de la SNCF, n'ont pas fonctionné. Aux cheminots, la ministre des transports explique que leur grève met l'avenir du chemin de fer en danger. Le Maire, le ministre de l'Économie, fait la leçon aux travailleurs d'Air France en prétendant que la survie de l'entreprise est en jeu, que leurs demandes sont injustifiées et que la grève coûte cher. La belle affaire! Les dirigeants n'ont qu'à satisfaire les demandes des travailleurs pour mettre fin au mouvement!

Les ministres ont beau s'étrangler de rage contre les grévistes, la contestation de sa politique met le gouvernement en difficulté. Elle a même obligé Macron à envoyer son Premier ministre, Édouard Philippe, discuter avec les responsables syndicaux des cheminots.

Comme on pouvait s'y attendre, il n'en est rien sorti. Philippe avait prévenu qu'il voulait bien tendre la main mais sans rien mettre dedans, puisqu'il n'était pas question de discuter des conditions de travail, ni de la fin du recrutement au statut, ni de l'ouverture à la concurrence, ni de la réorganisation de la SNCF. Tout juste a-t-il promis une autre rencontre et la possibilité de discuter de la reprise d'une partie de la dette. Comme si les cheminots étaient concernés par la dette, résultat des ponts d'or faits aux grands groupes capitalistes, notamment pour construire les lignes TGV!

À travers le bras de fer engagé contre les cheminots, le gouvernement Macron veut faire la démonstration qu'il n'y a pas d'autre choix pour les travailleurs que de se plier à la politique de régression qu'il mène, pas d'autre choix pour l'ensemble des classes populaires que d'accepter de payer ses cadeaux à la grande bourgeoisie. Et à ce rouleau compresseur contre le monde du travail, Macron ajoute sa morgue et son mépris.

Eh bien il aura réussi à faire l'unanimité contre lui parmi les travailleurs. Et pas seulement ceux de la SNCF ou d'Air France, mais tous ceux qui se sentent représentés par leurs mouvements.

La lutte des cheminots a contribué à changer le climat social, comme le montre le succès des manifestations. D'autres journées sont annoncées au mois de mai. À chaque temps fort, à chaque mobilisation, participons le plus nombreux possible pour dire que les travailleurs qui se battent pour leurs droits ont raison!

## Au sommaire

Éditorial	2
<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>	
	
Macron: un an d'attaques contre les travailleurs	3
Macron et l'histoire de la France des riches	3
Vente d'armes françaises	3
Incidents du 1 <sup>er</sup> mai: une violence apolitique et stérile	4
Arrestations: beaucoup de bruit pour rien	4
Logement et ministre bonimenteur	4

La fête à Macron du 5 mai, un succès... pour quelle politique?	5
	
Élections, le chouchou des patrons	5
Suppression de l'exit tax	5
Les voyages, ça coûte cher	5
Nouvelle-Calédonie: Macron, garant de l'impérialisme	12
Gendarme raciste en Guyane	12
	

	
Non à l'expulsion de Moussa Camara!	12
Pôle emploi, une double attaque	13
CIO: fermeture inacceptable	13
Université de Nancy	13
Fac de Lettres - Limoges	13
<b>CHEMINOTS</b>	
La mobilisation continue	6
Échos du mouvement	6
	

<b>LA FÊTE</b>	
Les 19, 20 et 21 mai, vive la Fête!	
Programmes	7 et 10
Plan de la fête	8 et 9
<b>MAI 68</b>	
Le 13 mai et la grève générale de mai-juin 1968	11
	
<b>ENTREPRISES</b>	
Air France: le PDG débarqué par le personnel	14
Tuberie Vallourec - Saint-Saulve: la grève continue	14

Logifare - Moselle: dix jours de grève	14
	
Paprec - La Courneuve: réintégration d'un délégué	15
Daunat - Laon	15
<b>DANS LE MONDE</b>	
Russie: le tsar en son palais	16
	
États-Unis: Trump, menteur professionnel, sans vergogne	16

## Macron : un an d'attaques contre les travailleurs



Moins de la moitié des contribuables redevables de l'ISF paieront l'IFI.

**Macron fête sa première année à l'Élysée, mais seuls les plus aisés ont des raisons de se féliciter de son élection.**

Une étude de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) montre que « les 5 % les plus aisés des ménages capteraient 42 % des gains liés aux réformes du début du quinquennat ».

En effet en un an, depuis son élection en mai 2017, des milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches ont été décidés par Macron. L'impôt sur la fortune remplacé par un impôt sur les seuls biens immobiliers, c'est un cadeau de 3,2 milliards d'euros. L'instauration d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, limité à 30 %, c'est 1,3 milliard de plus. La suppression de la taxation de 3 % sur les dividendes, c'est

1,8 milliard, et la baisse de l'impôt sur les sociétés encore 1,2 milliard. Et ce sera encore plus dans l'avenir, puisque le gouvernement prévoit qu'en 2022, à la fin du quinquennat, le taux de cet impôt sera de 25 %, contre 33,3 % en 2017. Les plus riches, en un an de Macron, peuvent donc comptabiliser près de 12 milliards d'euros de cadeaux.

Quant au reste de la population, les plus modestes mais aussi ceux que les statisticiens classent dans les classes moyennes, la politique d'économies de Macron leur coûte globalement près de 24 milliards d'euros. C'est 4,5 milliards d'euros avec la hausse de la CSG, 12 milliards avec les coupes

dans les budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Pour les collectivités locales c'est encore 3 milliards de moins de dotations. Et il faut y ajouter la baisse des APL, la réduction du nombre des contrats aidés, l'augmentation de deux euros du forfait hospitalier, le rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires et le gel des pensions de retraite.

Macron, qui se disait le président du changement, a donc surtout continué la politique menée par ses prédécesseurs Hollande et Sarkozy. Ses attentions vont aux plus riches, sous prétexte de relancer l'économie et de diminuer le chômage, qui reste toujours un chômage de masse. C'est même aux plus riches des riches que profite cette politique.

**Cédric Duval**

## Ventes d'armes : les droits humains après les profits

**Une organisation non gouvernementale, Aser (Action sécurité éthique républicaine), a saisi le Conseil d'État sur le fait que la France, troisième marchand d'armes du monde, viole un traité de l'ONU sur le commerce des armes.**

L'ONG voudrait obtenir la suspension immédiate des exportations d'armes françaises à certains pays de la coalition arabe, conduite par l'Arabie saoudite, qui mène une guerre au Yémen depuis avril 2015 ; guerre qui a déjà coûté la vie à dix mille Yéménites.

Aser s'appuie sur l'article 6 d'un traité de l'ONU datant de 2014 qui interdit les transferts d'armes pouvant violer la convention de Genève de 1949, et donc tuer des civils. C'est exactement

ce que l'Arabie saoudite et ses alliés font subir au peuple yéménite.

Avant que la guerre contre le Yémen ne commence, les livraisons d'armes étaient même en infraction de l'article 7 du même traité, basé sur la notion de prévention. Étant donné les tensions existantes entre l'Arabie saoudite et son voisin, le Yémen, il n'était pas nécessaire d'être grand clerc pour deviner que ces armes pourraient servir en cas de

conflit, ce qui aurait dû en interdire la vente.

Il existe même, au sommet de l'État français, une commission interministérielle étudiant les exportations de matériel de guerre (Cieemg) et les problèmes qu'elles peuvent soulever, pour aider le gouvernement à décider. Quand apparaît un conflit entre deux ministères, celui de la Défense par exemple et celui des Affaires étrangères, c'est le président de la République qui tranche. En 2016, Hollande avait ainsi tranché en faveur de la livraison de munitions à Ryad. Interrogée récemment sur ce point, Florence Parly, qui a succédé à Le Drian comme ministre de la Défense, avait

## Vu à la télé : Histoire de la France des riches

Dans un documentaire à sa gloire programmé pour le premier anniversaire de sa présidence, Macron laisse parler une fois de plus la haine de classe. Après avoir injurié les ouvrières des abattoirs, qualifiées d'analphabètes, étalé son mépris pour les travailleurs en grève de GM&S dans la Creuse, parlé de « gens qui ne sont rien » à propos des voyageurs des trains de banlieue, il revient cette fois-ci sur la diminution de l'APL.

Et le président des riches d'ironiser sur ces gens qui considèrent que « le summum de la lutte c'est les 50 euros de l'APL et qui ne savent pas ce qu'est l'histoire de notre pays ». Macron poursuit en enfilant toutes les perles des patriotes professionnels et des rédacteurs de discours politiques à trois sous la ligne : et d'énumérer l'absolu, le combat pour la liberté, l'idéal et toutes les vertus constitutives selon lui de l'histoire de France.

Macron ne veut évidemment pas rappeler que cette histoire est en grande partie celle de l'accumulation des richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, les conquêtes coloniales, les guerres pour les défendre et les discours tricolores pour les justifier. Comme tous les républicains standardisés, le président doit évoquer ce supplément d'âme de la France qui serait tout

simplement la patrie des Droits de l'homme. Il serait vain de vouloir lui rappeler que ce sont précisément les petites gens, ceux qui sont à 50 euros près, qui ont fait l'histoire des combats pour la liberté. L'exemple de l'abolition de l'esclavage, que Macron célébrait récemment, le prouve abondamment. Outre les révoltes des esclaves eux-mêmes, gens qui n'étaient rien s'il en fut, ce furent les pauvres de Paris, les travailleurs sortis des taudis, les analphabètes qui imposèrent l'abolition par leur mobilisation révolutionnaire, en 1794 puis en 1848.

À l'époque, ceux que Macron aurait appelés les premiers de cordée, les riches, les entrepreneurs, les gens comme il faut, étaient négriers, descendants de négriers ou en affaire avec les négriers.

Et c'est toujours le cas.

**Paul Galois**



osé répondre que ces munitions n'étaient pas destinées à être utilisées.

De fait, depuis 2014 et la mise en place du traité de l'ONU, les ventes d'armes dans le monde n'ont pas cessé de progresser, pour un total de 1 739 milliards de dollars en 2017. Selon Aser, la part de la France est passée depuis 2011 de 70 à 100 milliards d'euros par

an. Le quinquennat de Hollande-Le Drian a été, sur ce plan, très productif. Vendre des Rafale était leur objectif et la question des traités internationaux pesait moins lourd que la progression des profits des marchands d'armes français. On serait surpris que la décision du Conseil d'État n'aille pas dans le même sens.

**Jacques Fontenoy**

# Incidents du 1<sup>er</sup> Mai : **une violence apolitique et stérile**

**Le succès d'affluence de la manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> mai a été occulté par les actions violentes de quelques groupes. Ces 1 200 personnes, selon la police, que la presse désigne sous le nom de Black blocs, ont saccagé des commerces et se sont affrontées aux CRS.**

Beaucoup de manifestants, empêchés de défiler et de s'exprimer, étaient légitimement en colère contre cette minorité qui a parasité la manifestation pour mener sa petite guérilla urbaine. Elle a imposé ses méthodes violentes à des dizaines de milliers de personnes qui n'étaient pas venues pour cela et leur a ainsi confisqué la parole.

Tout cela n'a rien à voir avec la défense des intérêts ouvriers. Les partis ouvriers révolutionnaires ont toujours défendu leur politique ouvertement devant l'ensemble des travailleurs. Ils cherchent à convaincre, à organiser et à entraîner dans l'action collective le maximum d'entre eux. Lorsqu'on aspire réellement à transformer la société, on sait aussi que cela ne sera possible que s'il y a l'intervention de la grande masse des travailleurs et leur participation consciente aux décisions. « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », dont Marx avait fait la devise du parti ouvrier, n'est pas une phrase en l'air.

Les Black blocs n'ont été choisis ou élus par personne : ils agissent comme s'ils étaient le bras armé de manifestants qui ne leur ont rien demandé et qui ignorent même non seulement leurs idées mais qui ils sont. Les travailleurs n'ont pas besoin de sauveur suprême dans les élections, mais ils n'en ont pas besoin non plus dans la rue.

Certains, parmi la jeunesse et les manifestants, pensent que les casseurs se

font davantage entendre. Mais que disent-ils au juste ? Et par qui se font-ils entendre ? On l'a vu le soir même du 1<sup>er</sup> mai, c'est le gouvernement, le préfet de police et le ministre de l'Intérieur qui ont paradé. Avec l'aide des médias, ils ont pu se servir des scènes de violence gratuite pour tenter de faire peur et surtout pour masquer les revendications et le succès de cette manifestation qui avait regroupé près de 200 000 personnes dans tout le pays.

Le gouvernement et les médias ont voulu se donner le beau rôle en dénonçant la violence des Black blocs. Mais ce gouvernement, qui bombarde en Syrie, matraque et pourchasse les migrants ici et s'attaque aux conditions de vie de la grande majorité pour le bonheur des privilégiés, peut garder ses leçons de non-violence ! La société capitaliste, l'exploitation, l'injustice, le racisme s'abattent avec brutalité sur des millions de femmes et d'hommes. Ceux-ci subissent la violence du chômage, celle de ne pas pouvoir se loger, se soigner et vivre décemment. Et la crise, c'est-à-dire la faillite de l'organisation capitaliste de la société et de ceux qui la dirigent, ne peut que provoquer ce genre de réactions épidermiques.

Mais, s'il y a de quoi avoir la haine contre ce système, la rage qui consiste à se défouler sur les CRS, briser des vitrines et brûler des voitures parce que ce seraient des symboles du capitalisme, est un faux radicalisme. L'objectif de



Le 1<sup>er</sup> mai à Pau, deux fois plus nombreux qu'en 2017

véritables révolutionnaires est de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et de l'expropriation, pour lui enlever son monopole sur la direction de la société. De petits groupes, même décidés, sont incapables de le faire. Seule la grande masse consciente des exploités peut y parvenir et c'est aussi avec la mobilisation la plus large et la conscience politique du plus grand nombre qu'il sera possible de bâtir une nouvelle société, organisée pour satisfaire les besoins de tous.

Ceux qui sont éloignés du monde du travail sont prompts à considérer que les moyens du mouvement ouvrier, les manifestations, jugées trop tranquilles, les grèves, l'organisation de classe et le militantisme politique, ne servent plus à rien. Pour des

révolutionnaires, tous ces moyens, y compris les élections, peuvent contribuer au but final, à condition qu'ils soient utilisés pour approfondir la conscience des exploités. Dans un système qui apprend aux exploités à baisser la tête et les habitue à subir, oser contester, manifester et faire

grève pour défendre ses intérêts, c'est déjà relever la tête, comme le montrent en ce moment les cheminots. Ce sont des prises de conscience souvent invisibles mais ce sont elles qui comptent, car toutes les révolutions commencent déjà dans les esprits.

Lila Vermer

## Logement : **bonimenteur comme un ministre**

C'était une mauvaise politique, a déclaré dimanche 6 mai le secrétaire d'État chargé du Logement, Julien Denormandie, à propos de la baisse des APL de cinq euros par mois annoncée à l'été 2017. Et d'ajouter, presque les larmes aux yeux, que « *désormais, toutes les personnes qui sont aux APL ne seront en rien impactées par la réforme du logement social* ».

Mais, en septembre 2017, le même avait déjà déclaré

qu'« *aucun allocataire des APL ne perdra un euro* ». Or la refonte des APL mise en place juste après le coup de rabot des cinq euros a entraîné pour les locataires d'HLM une baisse de ces allocations de 50 à 70 euros par mois. Le gouvernement a demandé aux organismes HLM de la compenser par une diminution des loyers. Mais ce sont bien les locataires qui paient ce trou dans le budget des organismes HLM. Pour tenter de

rétablir leur situation financière, ceux-ci annulent des opérations de rénovation et d'entretien et gèlent des projets de construction de nouveaux logements.

Jeune secrétaire d'État, Denormandie apprend son métier. Mais sa spécialité n'est pas le logement ou la cohésion des territoires. C'est de faire des phrases pour faire avaler la pilule de chaque attaque contre les couches populaires.

P.R.

## Beaucoup d'arrestations sans preuve

Après les incidents survenus lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris, la police a interpellé près de trois cents manifestants. Alors que les médias et la police multipliaient les propos sur la violence de cette manifestation, les arrestations ont surtout concerné des gens qui n'avaient rien à voir avec les attaques du McDonald's et de la concession Renault.

Le soir même, deux cents étudiants étaient relâchés, ce qui n'a pas empêché *Le Figaro* de titrer : « *Manifestation du 1<sup>er</sup> mai : plus de 200 casseurs arrêtés à Paris* ». Finalement, c'est une centaine de personnes qui ont été mises en garde à vue, dont 47 ont été déférées, sans qu'on puisse dire si les accusations contre elles sont sérieuses.

Le gouvernement

cherche à faire peur en présentant le mouvement étudiant comme influencé par des activistes violents, selon les termes de Macron. En parallèle, il veut impressionner les jeunes en les arrêtant au hasard, en les mettant quelques heures en prison et en les menaçant de poursuites judiciaires. Certains étudiants ont même été arrêtés loin du lieu de la manifestation, place de la Contrescarpe, alors qu'ils se contentaient de flâner en groupe.

Cette mise en scène vise à discréditer les mobilisations en cours, et surtout à ne pas répondre à ce qui est une mise en cause de la politique gouvernementale, faite d'attaques réelles et violentes contre les classes populaires.

Marion Ajar

## “La fête à Macron” : un succès... pour quelle politique ?

La manifestation du samedi 5 mai, à l'initiative du député François Ruffin, appuyé notamment par France insoumise et le PCF, a été un succès.

Les pancartes et slogans des 40 000 manifestants parisiens s'en prenaient aux méfaits de Macron et de son gouvernement. Ils dénonçaient les attaques contre les salariés, les services publics, la SNCF, les étudiants, les migrants... Et les orateurs n'étaient pas en reste, comme Mélenchon proclamant : « Nous sommes là pour donner du courage aux cheminots, aux hospitaliers, aux travailleurs de tous les secteurs. »

S'il est indéniable qu'un certain nombre de manifestants étaient en effet là pour ça, il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour savoir que Mélenchon, Hamon,

Laurent et autres caciques de la gauche de gouvernement étaient là pour tout autre chose. En mettant en avant comme objectif « faire la fête à Macron » et en prétendant « fédérer les mécontentements » en organisant une manifestation « pot-au-feu », ces responsables politiques de gauche désignent l'actuel président comme seul responsable de la régression sociale que connaissent des millions de travailleurs. Ils se gardent bien de mettre en cause le pouvoir des capitalistes, de cette minorité d'industriels et de financiers qui, pour augmenter leurs profits, imposent leur volonté à toute

la société, y compris au gouvernement. Ils se contentent ainsi de fixer comme seul objectif à tous les mécontents la préparation d'une « alternative » à Macron à la tête de l'État. Pour le moment, une fois le PS laminé électoralement après son dernier passage au pouvoir, Mélenchon est le mieux placé dans la nouvelle union de la gauche qui se profile à l'horizon.

Depuis Mitterrand en 1981, Jospin en 1997 et Hollande en 2012, l'expérience a été faite à plusieurs reprises, de ces politiciens qui prétendent être du côté des couches populaires pour parvenir à obtenir leurs suffrages, qui n'hésitent pas à battre le pavé aux côtés des travailleurs mécontents et qui, une fois au pouvoir,



SERGE D'IGNAZIO

se dépêchent d'oublier leurs promesses pour s'incliner devant les exigences de la bourgeoisie. Aujourd'hui, Mélenchon réédite la même opération politique, préparant ainsi les trahisons de demain.

La manifestation du 5 mai a montré que des milliers de travailleurs ont la volonté de se mobiliser

contre la politique de Macron, et c'est tant mieux. Mais ceux qui ont manifesté ce jour-là, et aussi tous les autres, devront surtout se donner les moyens de se défendre par eux-mêmes, en ne comptant que sur leurs propres luttes, sans rien attendre d'un Mélenchon ou de l'un de ses concurrents.

Vincent Gelas

## Élections : le chouchou des patrons

Avant d'être le président des riches, Macron fut sans conteste un candidat des riches. C'est ce que révèle une étude de ses comptes de campagne relayée par les médias.

Macron a déjà été le plus dépensier des onze candidats, avec un montant de 16 698 320 euros, devenus 16 578 781 euros après que la Commission de contrôle des comptes de campagne (CNCCFP) a rejeté un certain nombre de dépenses jugées inacceptables. Mais ce n'est ni cette broutille d'une centaine de milliers d'euros de différence ni les 87 000 euros de dons non conformes qui auraient pu empêcher la CNCCFP de valider les comptes de Macron, personne ne voulant prendre le risque de voir ces élections annulées !

L'examen des dépenses a relevé aussi d'autres irrégularités qui ressemblent fort à des dons déguisés, la loi imposant un certain plafond pour ceux-ci. Ainsi, Macron a bénéficié de remises allant de 36 à 50 % sur des locations de salles ou de barrières pour des meetings, le tout pour plus de 200 000 euros. Interrogés par la Commission de contrôle, les généreux patrons de l'événementiel concernés ont affirmé la main sur le cœur qu'il ne s'agissait que de pratiques commerciales ordinaires visant à fidéliser des clients.

Mais avant de dépenser ces millions, il avait bien fallu les trouver. Une année avant l'élection présidentielle, l'équipe de Macron a multiplié les rencontres et les dîners fins arrosés au champagne auprès d'un monde de nantis de tout poil : avocats, artistes, hommes d'affaires, une bonne trentaine de grands patrons, industriels et grosses fortunes tels que Bernard Arnault, Bolloré père et fils, Patrick Drahi, Gattaz, Parisot, etc., ainsi que plusieurs banquiers d'affaires. Bien pratique lorsque l'on cherche à emprunter pour financer une campagne électorale.

Que Macron, encore un inconnu il y a quelques années, ait réussi à se faire connaître politiquement à coups de millions n'est certes pas une nouveauté, mais chaque révélation prouve, s'il en était besoin, combien il est lié au monde de l'argent.

Marianne Lamiral

## Suppression de l'exit tax : petit cadeau entre riches

Dans une interview au magazine d'affaires américain *Forbes*, Macron a annoncé la suppression prochaine de l'exit tax, un impôt que payent quelques centaines de patrons parmi les plus fortunés.

Cette taxe avait été mise en place sous Sarkozy en 2011. Elle prétend viser à dissuader l'évasion fiscale, en taxant les patrons qui organisent la vente de leur entreprise pour transférer son activité à l'étranger pour bénéficier d'une imposition plus favorable.

Devant les réactions, le gouvernement s'est justifié en arguant du fait que l'exit tax ne rapportait finalement pas grand-chose à l'État. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a avancé le chiffre de 70 millions par an. Mais, si cet impôt ne rapporte pas plus, c'est qu'il était assorti d'une série de mesures permettant à de nombreux contribuables visés d'y échapper ou de

l'adoucir. En le supprimant complètement, le gouvernement leur facilite la vie : il leur sera encore plus facile de payer moins d'impôts.

Et force est de constater que, si le gouvernement renonce sans état d'âme à 70 millions annuels pour en faire cadeau à des personnes sans aucune difficulté financière, il n'a même pas accordé cette somme aux Ehpad en grève contre le manque de moyens, qui n'ont reçu qu'une rallonge de 50 millions.

L'interview de Macron a été publiée le 1<sup>er</sup> mai, alors que des milliers de salariés manifestaient dans tout le pays contre la politique de son gouvernement. Cette annonce et le choix de la date constituaient un geste politique et une provocation évidente. De quoi donner encore plus de raisons de manifester contre ce gouvernement.

Gaëlle Régent



## Les voyages ça coûte cher

Macron voyage : il a parcouru l'équivalent de quatre tours du monde en un an. Il utilise l'Airbus officiel, modifié moyennant quelques dizaines de millions d'euros, aménagé pour le confort avec chambre et douche, mais aussi pour le travail avec un grand bureau et des équipements techniques

pour assurer la sécurisation des communications.

Entre les ministres, les conseillers, les services de sécurité, etc., le président voyage avec cinquante à soixante personnes, pour la modeste somme de 21 000 euros l'heure de vol. Quand il s'agit d'un long trajet, il faut ajouter un deuxième avion de

secours, en cas de panne, à 5 000 ou 6 000 euros l'heure de vol.

Cela fait cher du déplacement, mais rien n'est trop beau pour aller saluer les troupes qui protègent les intérêts des trusts français en Afrique, les dictateurs du Moyen-Orient ou son grand ami Trump.

M.V.

# La mobilisation continue

Comme prévu, les rencontres du 7 mai entre Édouard Philippe et les syndicats de cheminots n'ont rien donné. Le Premier ministre avait annoncé à l'avance qu'il n'accepterait pas de revenir sur la fin du statut, la transformation de la SNCF en société anonyme et l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs. Il maintient donc intégralement jusqu'à présent son plan de démolition concernant l'emploi et les conditions de travail des cheminots. C'est ce plan que les cheminots rejettent depuis plus d'un mois par la grève et les manifestations.

À l'issue de la réunion, les syndicats ont salué le changement d'attitude de Philippe qui a proposé de les revoir le 24 ou 25 mai. « La main tendue mais ferme » de Philippe aux syndicats est l'aveu que le gouvernement ne parvient pas à faire cesser le mouvement de grève des cheminots et qu'il tente, pour cela, de composer avec les syndicats, ce qu'il se refusait à faire jusqu'à présent. Et la période qui s'ouvre verra sans doute des manœuvres afin de faire prendre des vessies pour des lanternes aux cheminots, pour les amener à cesser leur mouvement.

Il en va ainsi de l'annonce aux syndicats d'une reprise par l'État de la dette de SNCF Réseau, pour un montant qui sera précisé le 23 mai. Ce n'est en aucun cas un recul du gouvernement ou une victoire des grévistes : cette dette n'a jamais été celle des cheminots.

Pour l'heure, les syndicats appellent tous à continuer le mouvement de grève. Celui-ci est toujours extrêmement solide. Ainsi le jeudi 3 mai, selon les chiffres de la SNCF, le taux de grévistes était légèrement supérieur à celui du

mardi 24 avril avec 27,8 % de grévistes à l'exécution. Le 4 mai, il progressait encore légèrement et 63 % des conducteurs étaient en grève, ainsi que 58,9 % des contrôleurs.

La CGT indiquait que les 3 et 4 mai, plus de 12 000 cheminots avaient participé aux assemblées générales. Le 3 mai, elle notait que 4 000 cheminots avaient manifesté à Paris, 1 500 à Montpellier, 700 à Lyon, bien souvent dans des cortèges communs avec d'autres secteurs. Dans de nombreuses villes, des centaines de cheminots à chaque fois ont interpellé le préfet, comme à Rennes, Lille, Nice et Toulouse. Des rencontres avec les usagers, des opérations sur les péages, rentables financièrement et moralement, ont été organisées.

Le nouvel épisode de grève de 48 heures des 8 et 9 mai s'annonçait à nouveau important, même si des jours fériés et des ponts pouvaient diminuer la participation aux actions.

Une nouvelle intersyndicale était prévue le mercredi 9 mai. D'ores et déjà, dans de nombreux secteurs, la perspective de faire du 14 mai une journée « sans



cheminots » a été discutée comme un objectif de renforcement, d'approfondissement de la grève. Il s'agit de convaincre, d'entraîner ce jour-là les cheminots opposés au pacte ferroviaire, mais jusqu'à présent peu

ou pas encore mobilisés, à se joindre massivement au mouvement. Le succès de cette journée peut impulser une nouvelle dynamique de la lutte. Ce n'est effectivement pas autour du tapis vert, ni dans les salons de

Matignon, qu'on peut obtenir satisfaction. C'est en continuant fermement sur la route engagée : celle de la grève et de la mobilisation générale des travailleurs du rail.

**Christian Bernac**

## Échos du mouvement

### Perrache et La Part-Dieu - Lyon

La grève était forte les 3 et 4 mai : un TER sur huit circulait dans la région. Le 3 mai, les cheminots et les employés d'EDF en grève se sont retrouvés pour un pique-nique commun puis une manifestation, avec des étudiants, jusqu'à la tour Incity où se trouve la direction générale des TER. En arrivant, les manifestants ont eu le plaisir de voir que l'alimentation électrique de la tour était coupée.

La préparation des journées de grève à venir est dans les têtes, en particulier la journée sans cheminots du 14 mai, car la rencontre du 7 mai entre les dirigeants syndicaux et Philippe a suscité bien peu d'attente de la part des cheminots en lutte. À propos de la dette, la réaction la plus fréquente est : « Pour quoi faire ? Ce n'est pas notre dette ».

### Gare Saint-Charles - Marseille

Les cheminots grévistes ont remporté un franc succès en faisant des opérations péages gratuits à Lancy et à La Barque. D'autres

sont allés à l'hôpital Nord de Marseille ou au barbecue des postiers grévistes des 4<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements. Partout, ils ont reçu un accueil chaleureux.

Jeudi 3 mai, une initiative régionale avait lieu devant la préfecture de Nice et de nombreux cheminots prenaient le bus pour aller y manifester. Plusieurs dizaines d'autres, restés en gare, discutaient en assemblée générale des moyens de rendre leur grève plus efficace et d'assurer la réussite de la journée sans cheminots du 14 mai.

Le lendemain matin, des cheminots grévistes faisaient leur propre opération gilets rouges dans le hall de la gare, offrant le café et distribuant leur brochure aux rares voyageurs.

### Ateliers - Trappes

Jeudi 3 mai, avec 73 présents, l'assemblée générale était la deuxième plus grosse depuis le début de la grève. Les chiffres de grévistes avaient eux aussi bien remonté par rapport à la semaine précédente (33 % tous collèges confondus à l'entretien du matériel).

Les discussions entre grévistes ont porté sur les

caisses de grève, nationale et locale, et la procédure de distribution. Ils ont convenu ensemble que celle-ci serait la même qu'en 2016 : un forfait par jour en fonction du nombre de jours de grève déclaré, les quatre premiers jours non couverts, puis un versement sur présentation de la feuille de paye, valable pour tous les grévistes.

### Strasbourg

Le mercredi 2 mai, les chefs de service et les agents de circulation sur les lignes de Strasbourg-Nord se sont mis en grève afin de perturber la circulation en dehors du calendrier syndical.

Le jeudi 3, une opération péage gratuit rassemblant 57 participants de tous les secteurs (contrôle, traction, agent de circulation, aiguilleurs, guichets) a permis de récolter 570 euros et a galvanisé les présents.

À l'AG du vendredi 4, le bureau de la grève a proposé un don du sang solidaire, une soirée-concert et une soirée-projection du film *Comme des lions*, relatant la grève contre la fermeture de PSA - Aulnay, pour parler concrètement de l'organisation d'une grève.

**Correspondants LO**

## Hamon : de mon passé, faisons table rase...

Benoît Hamon, ex-candidat du Parti socialiste à l'élection présidentielle s'est déclaré solidaire de la lutte des cheminots.

Mais en juin 2014 Hamon, alors ministre de Hollande, s'en était pris aux cheminots en grève contre la réforme ferroviaire : « Objectivement, on aurait pu poursuivre sur la voie du dialogue social sans pour autant utiliser l'arme de la grève. »

En 2017, dans son programme à l'élection

présidentielle, il préconisait : « Cette ouverture à la concurrence [...] peut concerner tout ou partie d'un réseau » et ajoutait « les personnels directement affectés au service concerné seront obligatoirement transférés ou, selon leur statut, mis à la disposition du nouvel opérateur. »

Autant dire que Hamon soutient les cheminots comme la corde soutient le pendu...

**C. B.**



# Fête de Lutte ouvrière

## À Presles (Val-d'Oise)

La Fête ouvrira ses portes le samedi 19 mai de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du dimanche 20 mai à 9 heures au lundi 21 mai à 20 heures.

## Les 19, 20 et 21 mai, vive la Fête!

Comme chaque année, durant les trois jours du week-end de la Pentecôte, la Fête de Lutte ouvrière se tiendra dans le parc boisé de Presles.

Alors que le mécontentement contre la politique antiouvrière de Macron

continue de se faire entendre, la Fête rassemble ceux qui n'acceptent pas une société dans laquelle les gouvernements ne sont là que pour défendre les privilèges d'une poignée de possédants. Les nombreux débats et discussions ainsi que

l'ambiance de fraternité et de camaraderie qui marque la fête feront évidemment écho aux luttes en cours. Et ils montreront aussi combien l'idéal communiste d'internationalisme et de fraternité entre les peuples est vivant.



**Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures**

## Cinéma

Le jeune Karl Marx de Raoul Peck • Le Caire confidentiel de Tarik Saleh • 120 battements par minute de Robin Campillo • Une famille syrienne de Philippe Van Leeuw • Out de György Kristóf • Un homme intègre de Mohammad Rasoulof • L'autre côté de l'espoir de Aki Kaurismäki • À mon âge je me cache encore pour

fumer de Rayhana Obermeyer • Makala de Emmanuel Gras • Corporate de Nicolas Silhol • I am not your Negro de Raoul Peck • Mémoires d'un condamné de Sylvestre Meinze • IVG 40 ans après de Yves Campagna, Jean-François Raynaud • Cinéma en plein air dimanche soir



Scène du film *Le jeune Karl Marx*.

## Au Grand Podium

### Samedi

- 14h30 Hawa Sow and the Soul Seeders, musique soul
- 17h Les Yeux d'la Tête, chanson française, swing
- 20h15 R. I. C. Roots Intention Crew, ragga dancehall

### Dimanche

- 13h30 Aälma Dili, musique balkan western
- 16h15 La Compagnie Jolie Môme, À contre courant, spectacle chanté, chansons contestataires

- 20h30 Soviet Suprem, musique festive, hip hop tzigane, cumbia des Balkans

### Lundi

- 13h30 Ali Amran, pop-rock aux accents berbères
- 17h15 The Moonlight Swampers, reprises rock

## Au Théâtre de verdure

- Chutney, retour des sixties
- BB Clan, rock celtique
- Urbain Lambert, country blues francophone
- Don Quichante, Olé! Fantaisie lyrico-hispano

- déjantée par la troupe Les Moyens du Bord
- N'Bee Sweet men, Carnaval d'Haïti
- Jef Sicard, jazz aux rythmes cubains

- Romanès cirque tzigane
- Jean-Philippe Winter, chansons de poètes
- Mathieu Barbances, chansons & contrebasse
- Blues non stop

## Le Village médiéval

- Ateliers et échoppes animés par des spécialistes du Moyen Âge; démonstrations de combats en armure, d'escrime ancienne; initiation aux danses du Moyen Âge
- Lectures de poèmes, théâtre: **Le Vilain Mire**, fabliau du XIII<sup>e</sup> siècle et

- Meurtre au château**, polar médiéval
- Conférences avec des historiens: **Cyrille Marconi**: la justice pénale au Haut Moyen Âge – **Julien Théry**: hérésies et Inquisition – **William Blanc**: causerie sur la légende du roi Arthur

- Un spectacle de feu et de lumière, **Les Voleurs de feu**
- **Samedi soir**, concert de musique médiévale avec danses
- **Dimanche soir**, bal folk avec le groupe Salmanazar

## Pour venir à la fête

- **Autocars gratuits**: ils font la navette entre le métro Saint-Denis-Université (ligne 13) et l'entrée de la Fête. Ces cars circuleront aux mêmes horaires que la Fête, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour est assuré. **Durée du trajet: 45 à 60 minutes.**

- **Venir en train**: attention, en raison de travaux, la ligne H sera interrompue entre Paris-Nord et Sarcelles-Saint-Brice. Pour se rendre à Presles, les voyageurs doivent emprunter l'itinéraire de substitution de la SNCF: ligne D du RER

jusqu'à Garges-Sarcelles, puis navette jusqu'à Sarcelles-Saint-Brice; enfin ligne H jusqu'à la gare de Presles-Courcelles. Lundi 21 mai, à partir de 13h30, le trafic reprendra progressivement sur la ligne H.

Par ailleurs, samedi 19 mai est jour de grève. Dans tous les cas, pour optimiser votre trajet, calculez votre itinéraire sur: [transilien.com](http://transilien.com)

Une navette gratuite, destinée en priorité aux personnes à mobilité réduite, relie la gare de Presles à la Fête, située à 900 mètres.

- **Voiture**: il est difficile de stationner dans Presles. Merci de respecter toutes les interdictions pour ne pas gêner la circulation et... les Preslois.

Merci de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage, et sur le panneau disposé à l'entrée de la Fête.

- **Des départs collectifs** sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignez-vous auprès de nos camarades, ou en consultant les pages régionales du site de Lutte ouvrière.

## Pour les enfants

- **Les jeux et animations** où petits et grands peuvent participer, gratuitement pour la plupart. Du simple billard japonais aux jeux de société ou d'adresse, en passant par le bowling électronique, du jeu d'échecs géant au filet et au mini-golf, sans oublier le manège et le petit train, la liste est très longue. **Une Carte orange**, réservée

aux enfants, leur permet de ne pas trop en manquer. • **La Cité des Jeunes**, avec de nombreuses activités: maquillage, jeux, dessins animés, conteur, bal costumé... • **La Garderie**, où les bébés au-dessus de trois mois peuvent être accueillis. Des camarades compétents et attentifs s'occuperont d'eux.

## Les cartes et bons

Il y a tout intérêt à acheter la carte d'entrée à l'avance. Achetée maintenant, elle ne coûte que 15 euros. Sur place, elle sera vendue 20 euros.

Cartes et bons d'achat (4 euros pour une valeur de 5 euros) sont

disponibles auprès de nos camarades, sur le site Internet de la Fête, ou bien par courrier accompagné d'un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière

Fête de Lutte ouvrière  
BP 20029  
93501 Pantin Cedex

**Programme, informations pratiques, commande de cartes et bons**

**fete.lutte-ouvriere.org**



# Fête de Lutte ouvrière

19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

## Nos amies les bêtes

Malgré notre amour de la nature et notre affection pour nos amis à quatre pattes, il n'est pas possible d'admettre les chiens dans l'espace réduit de la Fête, à l'exception naturellement des chiens guides d'aveugle.



alcool



bouteilles en verre



stupéfiants



armes toutes catégories

Dans l'intérêt de tous, des contrôles de sécurité auront lieu à l'entrée de la Fête, comme c'est le cas actuellement dans toutes les manifestations publiques.



ENTRÉE DE LA FÊTE  
Guichets  
Vente de cartes

Entrée handicapés



Exposition :  
**photographies de la collection Michel Lefebvre 1917, images d'une révolution**

## Préhisto Parc

- **Conférences**
- **Reconstitutions**  
Un bas-fourneau en fonctionnement : pour comprendre les débuts de la sidérurgie.  
Un chantier de fouilles archéologiques  
Un tipi préhistorique
- **Ateliers et démonstrations**  
Cuisine : cuire des aliments de façon

- préhistorique  
Initiation aux fouilles archéologiques  
Art : tagger et graver les parois  
Feu : sans briquet ni allumettes, l'art du forgeron
- **Mini-conférences**  
Tissage • Cro-Magnon  
• Ötzi, l'homme des glaces  
• Neandertal, un autre humain



## Au chapiteau 1968

**Expositions :** Le Mai 68 de Gérald Bloncourt • Mai-juin 68, une explosion sociale • 1968 dans le monde

**Débats, films, publications de LO**

**Projection permanente de Mai-juin 68, paroles ouvrières, vidéo réalisée par Lutte ouvrière**

## Le Parcours dans les arbres

Parcours aérien d'accrobranche, où les aventuriers doivent se déplacer d'arbre en arbre, à plusieurs mètres de hauteur. Pont de planchettes, de lianes, tyroliennes, filets, passerelles...

Circuit homologué, sous le contrôle de moniteurs diplômés.

Pour les mineurs, présence d'un parent obligatoire afin de remplir une autorisation parentale.

**Activité accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif: 4 euros**

## L'Arboretum

**Cinq promenades commentées :** L'arbre, quel être étonnant ! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • 10 arbres, 10 histoires.

**Ateliers :** le bois, les graines...

**Exposition :** les arbres remarquables

**Conférence :** arbres remarquables, de l'inventaire à la protection par Georges Feterman (biologiste)



# Fête de Lutte ouvrière

## 19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

### Les débats Au chapiteau Karl Marx

• **Samedi 14 h 30 et lundi 11 heures :** présentation du livre *Mai-juin 1968 : souvenirs de militants ouvriers*, avec

Arlette Laguiller et des militants d'entreprise de l'époque

• **Dimanche 20 heures :** débat  
Lutte ouvrière - NPA

• **Dimanche 12 h 30 :** forum de Lutte ouvrière, animé par des grévistes : **la lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs**

#### Samedi

- **Jean-Jacques Marie** pour son livre *Les femmes dans la Révolution russe*
- **Julien Chuzeville** pour son livre *Un court moment révolutionnaire, la création du Parti communiste en France*
- **William Blanc :** *Game of Thrones*, une brève histoire de la politique en « fantasy »
- **Claude Guillon**, sur le livre de Walter Markow, *Jacques Roux, le curé rouge*
- **Marie-Laure Brival**, gynécologue-obstétricienne à la maternité des Lilas : l'IVG, 40 ans après
- **Sylvain Marty** de l'Auberge des migrants : la marche solidaire

pour les migrants de Vintimille à Calais

- **Présentation du livre *Histoire des suffragistes radicales*** de Jill Liddington et Jill Norris – le combat des ouvrières du nord de l'Angleterre

#### Dimanche

- **Alain Carré**, médecin du travail CGT : la précarité contre la santé au travail
- **Jean-Jacques Marie** pour la réédition du livre *Les bolcheviks par eux-mêmes*
- **Combat ouvrier :** le scandale de l'empoisonnement des ouvriers agricoles par le chlordécone aux Antilles
- **Éliane Viennot :** la langue française

est-elle sexiste ?

- **Alice Canihac**, membre du Gisti : la loi Collomb contre les migrants
- **Alexandre Romanès**, poète, luthiste et responsable du cirque Romanès cirque tzigane : *Les corbeaux sont les gitans du ciel*

#### Lundi

- **Marie-Laure Dufresne-Castets**, avocate, pour son livre : *Un monde à gagner, la lutte des classes au tribunal*
- **Présentation du livre d'Alfred Rosmer :** *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*
- **Jacques Legall** pour son livre : *1917-1923 : quand la révolution ébranlait le monde*

### À l'espace débats de la Cité du roman

#### Dimanche

- **Fabrice Henry**, metteur en scène, pour sa pièce *De nos frères blessés*, sur l'histoire de Fernand Iveton, militant ouvrier communiste luttant pour l'indépendance de l'Algérie
- **Élise Thiébaud**, auteure du livre *Les règles... quelle aventure ! :* changer les règles,

pour une révolution menstruelle

- **Jacques Weber**, comédien, lira et commentera des pages de grands auteurs

#### Lundi

- **Francis Combes**, éditeur de Tchinguiz Aïtmatov, présentera la réédition du roman *Le Premier maître*

**De nombreux autres débats, organisés par Lutte ouvrière, par les différents groupes de l'UCI ou par les organisations invitées se dérouleront à la Cité politique**

### Au chapiteau scientifique

#### Samedi

- **David Fossé**, journaliste scientifique à *Ciel et Espace* : exoplanètes par milliers hors du système solaire
- **Alban Orsini**, auteur de *Merci pour ce diabète !*
- **Pauline Zarrouk**, astrophysicienne : matière noire, énergie noire
- **Marc-André Seloche**, professeur au Muséum national d'histoire naturelle : les microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations
- **Hervé Dole**, astrophysicien : balade en images dans l'univers

médecin et chercheur : la maladie de Parkinson

- **Jean-Paul Demoule**, archéologue : la révolution néolithique
- **Amaëlle Landais**, glaciologue et climatologue : les glaces de l'Antarctique et du Groënland
- **Stéphane Bortzmeyer**, informaticien : la surveillance d'Internet
- **Alain Chedotal**, neurobiologiste : les images en 3D du cerveau du fœtus humain

#### Lundi

- **Michel Kreutzer**, éthologue : à quoi pensent les animaux
- **Pascal Depaepe**, préhistorien et archéologue : pourquoi l'homme de Néandertal a-t-il disparu ?
- **Christophe Lavelle**, biophysicien : gastronomie moléculaire
- **Dominique de Vienne**, généticien : comment la matière devient vivante

### Au chapiteau Friedrich Engels

**Projection de documentaires, débats avec les réalisateurs ou des participants**

#### Samedi

- **Russie 1917 : la classe ouvrière ébranle le monde**, réalisé par Lutte ouvrière
- **Sylvestre Meinzer**, réalisatrice, après la projection de son film *Mémoires d'un condamné*
- **Citroën Nanterre Mai-juin 68** d'Édouard Hayen, suivi d'un débat avec Philippe Julien
- **IVG 40 ans après** de Campagna et Raynaud
- **Le fond de l'air est rouge – Les mains fragiles** de Chris Marker

de son film *Des bobines et des hommes*

- **Mé 67, récit d'un massacre**, débat avec des camarades de Combat ouvrier
- **Michel Lefebvre**, journaliste et historien : *1917 : images d'une révolution* ; présentation des photos de sa collection
- **Bernard Eisenschitz**, critique de cinéma : projection commentée de quatre documentaires réalisés dans la Russie des Soviets (1918-1920)
- **Sochaux 11 juin 68** de Bruno Muel + Iskra : débat avec **Georges Kvartskhava**, ancien ouvrier

à Peugeot Sochaux

- **Mai-juin 1968 : paroles ouvrières**, vidéo réalisée par Lutte ouvrière : débat avec certains des interviewés, ouvriers en 1968
- **Images et témoignages sur Mai-juin 68 à Nantes**

#### Lundi

- **La reprise du travail aux usines Wonder** de Jacques Willemont
- **Pierre Pézerat**, réalisateur : *Les sentinelles* suivi d'un débat sur l'amiante
- **Sophie Billard**, enseignante, et **Claire Lebrun**, réalisatrice, pour leur film *Une journée dans la classe de Sophie*

#### Dimanche

- **Charlotte Pouch**, réalisatrice, après la projection

#### Pour les 50 ans de Lutte ouvrière : abonnement promotionnel

À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de notre hebdomadaire, abonnement promotionnel pour six mois

à l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* et la revue *Lutte de classe* : 20 euros  
Un tirage au sort aura lieu

à la fin de la Fête, donnant droit à quelques cadeaux.  
Les gagnants seront prévenus par courrier ou mail.

### Carrousel de la connaissance

#### Féminin/masculin #combattons l'exploitation

Spectacle audiovisuel de 45 minutes.

Le nombre impressionnant de femmes qui dénoncent les agressions

sexistes qu'elles ont subies témoigne de la persistance de rapports de domination et d'oppression entre hommes et femmes.

## Du 13 mai à la grève générale

La révolte étudiante du début mai 1968 mit à bas le mythe de l'État gaulliste fort et prétendument intouchable. Le PCF et la CGT avaient martelé cette légende depuis dix ans. C'est la jeunesse étudiante qui, les pavés à la main, montra comment faire vaciller le régime. La leçon allait être entendue.

Les dirigeants du PCF, soucieux de montrer qu'ils pouvaient être un parti de gouvernement, tenaient à se montrer capables d'assurer la paix sociale grâce au contrôle qu'ils exerçaient sur la classe ouvrière. Le PCF et de la CGT firent tout pour faire barrage à la sympathie qui se manifestait envers cette jeunesse en révolte. Mais, dans les usines ou chez soi, on suivait le mouvement avec passion sur les radios RTL et Europe n° 1.

À Paris comme en province, on voyait de plus en plus de jeunes travailleurs rallier les manifestations étudiantes, enthousiasmés qu'ils étaient par leur courage et leur détermination. Et c'est eux d'ailleurs qui, quelque temps plus tard, firent pénétrer le mouvement dans les usines.

La journée qui fit tout basculer fut celle du vendredi 10 mai à Paris, avec son déferlement de violence policière. Tout le pays avait suivi pendant la nuit les événements. L'indignation contre le pouvoir était générale. En une semaine, le climat politique et social, l'état d'esprit de millions de gens étaient bouleversés du tout au tout. On parlait politique dans la rue, les bistrotts, partout.

### Le 13 mai et la grève générale

Les confédérations syndicales se sentirent obligées de proposer immédiatement une rencontre aux leaders du mouvement étudiant et appelèrent en commun pour le lundi 13 mai à une journée de grève générale et de manifestations dans tout le pays. L'immense majorité des travailleurs apprit la nouvelle par la radio pendant le week-end et, sans aucune préparation, la grève fut totale. À Paris, des centaines de milliers de manifestants remplirent les rues de la gare de l'Est à Denfert-Rochereau. Des millions de travailleurs défilèrent dans le pays. C'étaient avant tout des manifestations politiques contre le pouvoir gaulliste. Les slogans repris étaient: «À bas l'État policier», «58-68: dix ans ça suffit» et surtout «Ce n'est qu'un début, continuons le combat».

Le succès de cette grève

générale et l'ampleur des manifestations galvanisèrent des millions de travailleurs et, loin de les calmer, leur donnèrent l'envie d'en découdre avec le pouvoir. Ce sont les jeunes ouvriers, présents dans les multitudes d'usines, qui démarrèrent la grève.

Dès le lendemain du 13 mai, ceux de l'usine Sud-Aviation, dans la banlieue de Nantes, refusèrent de reprendre le travail et entraînèrent toute l'usine dans la grève avec occupation, séquestrant le directeur pour quinze jours. Cette nouvelle servit d'exemple à des milliers d'autres jeunes ouvriers qui souvent, à quelques dizaines, se répandirent dans les ateliers pour entraîner leurs camarades dans la grève. C'est ainsi que la grève démarra spontanément, sans mot d'ordre ni programme, dans toute une série d'usines, dont les usines Renault de Cléon, Le Mans, Flins, et enfin le jeudi 16 mai, à Billancourt qui comptait des dizaines de milliers de travailleurs.

### La CGT généralise la grève pour mieux la contrôler

Le mouvement paraissait irrésistible et promis à gagner une grande partie de la classe ouvrière. Conscients du danger, les dirigeants du PCF et de la CGT changèrent de tactique. Il ne fut plus question de s'opposer au mouvement, comme ils l'avaient fait chez les étudiants. Ils craignaient, s'ils s'obstinaient dans ce sens, de se couper radicalement d'une partie des travailleurs, comme cela s'était passé chez les étudiants. Dès le vendredi 17 mai, les responsables reçurent la consigne de se porter partout à la tête des grèves et de faire cadencer les usines pour les protéger, non d'une quelconque agression, mais de la contamination des idées propagées par les étudiants. Pendant le week-end, la consigne fut: prendre l'initiative de mettre les entreprises en grève en demandant aux travailleurs de rentrer chez eux, afin de laisser aux petites équipes syndicales le soin d'occuper et surtout de tout décider.

De toute façon, les



Les Galeries Lafayette en grève.

directions syndicales n'eurent pas trop de mal à prendre ou à reprendre le contrôle des grèves. Les jeunes ouvriers, même dans les usines où ils avaient pris l'initiative de lancer la grève, ne disputaient pas la direction aux syndicats, même quand ceux-ci étaient plus que réticents au mouvement. Pour eux, ce qui comptait était de lancer la grève, symbolisée partout par le drapeau rouge qui flottait sur les usines.

Dans les faits, ce furent la CGT et le PCF qui, avec la volonté d'avoir un contrôle absolu sur le mouvement, le généralisèrent à tout le pays et à toutes les professions, dans un climat où les travailleurs n'attendaient que cela. Le problème est qu'il n'existait pas dans les usines, à de rares exceptions près, de noyau révolutionnaire capable de disputer aux responsables syndicaux la direction du mouvement.

Au plus fort de celui-ci, il y eut 10 millions de grévistes dans le pays, trois fois plus qu'en 1936. Bien des

catégories peu ou pas syndiquées se lancèrent dans la grève, bien au-delà de la classe ouvrière: les artistes de théâtre et de cinéma, les footballeurs, les journalistes et les salariés de la radio et de la télévision publiques. Dans le pays, il n'y eut ni métro, ni trains, ni aucun transport public, pas plus que d'essence dans les stations-service.

En Juin 36 les travailleurs remettaient en cause la propriété des bourgeois, qui se demandaient s'ils allaient leur rendre leurs usines. En Mai 68, des millions de travailleurs firent la grève chez eux. Mais il y avait dans tout le pays une atmosphère festive et l'envie de discuter de tout, de la société et de la possibilité de la changer. Dans tous les quartiers, les villes, grandes ou petites, les gens se regroupaient, se parlaient, confrontaient leurs points de vue. Dans bien des endroits, c'était un véritable forum permanent. C'est bien pourquoi les jeunes ouvriers, plutôt

que de rester enfermés dans les usines, préféraient aller voir ce qui se passait dehors, attirés par le mouvement étudiant et ses idées révolutionnaires.

Le problème est que ces idées restèrent le plus souvent en dehors des usines, où les appareils bureaucratiques faisaient la loi. La CGT et le PCF, ultramajoritaires dans la classe ouvrière, avaient ouvert les vannes et tout fait pour généraliser la grève et ainsi la contrôler, mais ce n'était certes pas pour faire du mal à la bourgeoisie.

Le programme revendicatif mis en avant par la CGT fut extrêmement vague: «Réduction de la durée du travail, augmentation des salaires, véritable politique de l'emploi», sans avancer aucun chiffre! Il était bien loin de ce qui était adopté dans les usines ou les bureaux: pas de salaire inférieur à 1000 francs, une augmentation de 200 francs pour tous, (soit près de 25% pour la majorité des ouvriers), l'échelle mobile des salaires et le retour immédiat aux 40 heures.

À peine quelques jours après la généralisation de la grève, des pourparlers secrets allaient commencer entre la CGT et le gouvernement, pour aboutir le 25 mai à la comédie des négociations de Grenelle. Mais en finir avec la grève n'allait pas être si simple. Et ce n'est pas tant la détermination des grévistes qui allait faire défaut qu'un parti capable de proposer une politique alternative au bradage de cette grève massive et enthousiaste.

Paul Sorel



Les ouvriers grévistes de l'usine Renault Billancourt écoutent le discours d'un responsable CGT le 17 mai.



FESTIVALFOCUS

## Gendarme raciste en Guyane : l'héritage pourri d'un État colonial

Le 21 avril, après avoir séjourné trois mois en Guyane, un chef d'escadron de gendarmerie a tenu des propos ouvertement racistes lors de son discours de départ à Saint-Laurent-du-Maroni.

Devant un parterre d'officiels complaisants, cet officier diplômé de Saint-Cyr a débité une série d'injures racistes, comparant les habitants de la Guyane à « des singes hurleurs » et les taxant de parasites profitant des aides.

Il a fallu l'indignation, y compris celle de certains gendarmes présents, et encore plus les échos dans la presse, pour que sa hiérarchie, qui couvrait au départ les propos du gendarme en parlant d'humour déplacé, de maladresse, finisse par hausser le ton. Le service de communication de la gendarmerie et le ministère de l'Intérieur dénoncent désormais des propos choquants et inadmissibles. Mais au-delà des condamnations ronflantes, avec l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre du gendarme, ce dernier ne risque au pire qu'un blâme.

Il est probable que bien des gendarmes envoyés faire la chasse aux migrants dans la forêt amazonienne

partagent de tels préjugés racistes et ce mépris des populations locales. Cet héritage de l'époque coloniale est entretenu par la politique de l'impérialisme français dans des régions qui font toujours partie de son empire. Au fond, ce gendarme pris sur le fait n'a fait qu'exprimer de façon caricaturale l'état d'esprit des responsables des forces de répression et des gouvernements successifs jusqu'à aujourd'hui.

Macron l'avait d'ailleurs illustré lui-même lors d'une visite officielle en juin 2017 en Bretagne. Parlant des kwassa-kwassa, ces embarcations précaires qui permettent aux habitants des Comores de rejoindre Mayotte, il avait lâché devant les caméras ce qu'il considérait être un trait d'humour, « Ils pêchent peu mais ramènent du Comorien. » Comment s'étonner après cela que le gendarme incriminé ait lui aussi cru être drôle?

Gilles Boti

## Nouvelle-Calédonie : Macron garant de l'impérialisme

À six mois du référendum en Nouvelle-Calédonie, pour lequel le « non à l'indépendance » est donné largement gagnant, la visite de Macron dans l'archipel les 3, 4 et 5 mai s'est accompagnée de toute une mise en scène symbolique notamment vis-à-vis de la communauté kanake. Mais le but était d'abord de réaffirmer la présence et les intérêts de l'impérialisme français dans cette région du monde.

Macron a commencé son séjour par une visite dans la province Nord, l'une des deux sur les trois à être dirigées par des nationalistes kanaks. En guise de symbole, il a remis au centre culturel kanak les « actes de possession » de 1853, quand la France colonisa l'archipel. Le point d'orgue du séjour a été la visite dans l'île d'Ouvéa où, après avoir « rendu hommage » aux gendarmes tués en avril et mai 1988, Macron, avec un profil bas soigneusement calculé, a aussi pris part à la cérémonie kanake à la mémoire des 19 Kanaks assassinés alors par l'armée française.

Il y a trente ans, les indépendantistes du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) avaient décidé de boycotter les élections régionales en occupant pacifiquement les gendarmeries. À Ouvéa, l'opération tourna à l'affrontement et fit le 22 avril 1988 quatre morts chez les gendarmes. Le commando du FLNKS se retira dans une grotte en emmenant 27 autres gendarmes en otage. Sept cents hommes des unités d'élite furent alors envoyés sur place par le gouvernement Mitterrand-Chirac. L'assaut eut lieu le 5 mai 1988 et fut brutal, dans la pure tradition des répressions coloniales de l'impérialisme français. Deux

gendarmes et dix-neuf indépendantistes furent tués, dont une douzaine d'une balle dans la tête, au cours d'une exécution sommaire. On comprend qu'une partie des Kanaks d'Ouvéa se soient fermement opposés à la venue de Macron, considérant que le chef de l'État venait « humilier nos morts ». Le 5 mai, ils ont été tenus à l'écart par des cordons de gendarmerie de ce qui aurait dû être aussi leur cérémonie.

Comme le montrent les postures de Macron lors de son séjour, il cherche à préparer le terrain en vue du référendum sur l'indépendance et de ses résultats. Dans l'éventualité d'un rejet de l'indépendance, il voudrait éviter une réaction de colère d'une partie des Kanaks, qui pourrait relancer la lutte des nationalistes. Aujourd'hui, bien que la petite bourgeoisie kanake et la droite locale se soient partagé les postes et les responsabilités dans l'archipel, les Kanaks sont dans leur ensemble toujours discriminés, méprisés. Ils sont moins bien payés, plus pauvres, plus souvent au chômage. Les jeunes se voient refuser à la tête du client l'entrée des boîtes de nuit de Nouméa, comme ils se voient refuser un logement en ville, et sont condamnés aux bidonvilles de la périphérie.

Les raisons de la colère

sont donc nombreuses. L'impérialisme français, allié à la bourgeoisie caldoche et à une mince couche de petits bourgeois kanaks, tient à sa présence dans le Pacifique et pour cela continue d'imposer en Nouvelle-Calédonie une véritable situation coloniale. Pour la remettre en cause, et quel que soit le résultat du référendum, les Kanaks ont besoin d'alliés, aussi bien parmi les travailleurs dans les îles du Pacifique que parmi ceux de métropole.

Serge Benham

## Non à l'expulsion de Moussa Camara !

Moussa Camara, un demandeur d'asile guinéen, est aujourd'hui menacé d'expulsion de France. Le gouvernement voudrait le renvoyer dans son pays, où il court des risques mortels à cause de son homosexualité.

En Guinée, l'homosexualité est légalement punie de plusieurs années de prison. Mais l'incarcération n'est même pas le plus grand risque. Les homosexuels sont régulièrement la cible d'agressions mortelles de la part de fanatiques embrigadés par les religieux. Moussa affirme, par exemple, que son compagnon a été brûlé vivif sous ses yeux.

Ayant vu sa demande d'asile rejetée, Moussa avait été placé en centre de rétention et embarqué de force dans un avion le 29 avril. Plusieurs passagers s'étaient alors opposés au décollage, ainsi que le pilote. Une nouvelle tentative d'expulsion, le 3 mai, avait également échoué, Moussa refusant

d'entrer dans l'avion. Ces refus d'expulsion ont conduit Moussa devant le tribunal, qui doit rendre son verdict le 12 juin.

Cette affaire est significative de ce que le gouvernement entend par « droit d'asile ». Alors que celui-ci devrait être accordé à toute personne menacée dans son pays d'origine en raison de ses convictions politiques, religieuses ou de son orientation sexuelle, seules un tiers des demandes ont donné lieu en 2017 à l'octroi du statut de réfugié. Il faut en effet fournir des preuves, ce qui est difficile quand on s'enfuit pour un voyage périlleux vers les pays riches, et que l'on tient d'autre part à protéger ses proches restés au pays.



HANS LUCAS / LIBERATION

Le gouvernement prétend faire la distinction entre les réfugiés, qui auraient le droit de s'installer en France, et les migrants économiques qui en seraient privés. Cela est déjà scandaleux, car les uns comme les autres devraient avoir la totale liberté de circulation et d'installation. Mais ce qui arrive à Moussa Camara montre que, dans bien des cas, le droit d'asile est un mot creux.

Daniel Mescla

## Pôle emploi: une double attaque

**Il est question de supprimer 4 000 emplois à... Pôle emploi d'ici trois ans. Si cette mesure se réalise, ce sera à l'encontre des 55 800 personnes qui y travaillent et des chômeurs que Pôle emploi est censé accueillir.**

L'annonce, selon le *Journal du dimanche* du 6 mai, a été faite trois semaines plus tôt par le directeur général de Pôle emploi dans une réunion interne. Sur France inter, la ministre du Travail Muriel Pénicaud a indiqué que le gouvernement réfléchissait dans ce sens, expliquant qu'une telle mesure était rendue inévitable par une baisse du chômage. Dans la réalité, la légère baisse du nombre de travailleurs n'ayant exercé aucun

emploi a été compensée, et au-delà, par une augmentation de ceux qui n'ont que des petits boulots précaires ou à temps partiel les obligeant de continuer à émarger à Pôle emploi. Au total, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a été en moyenne de 5 621 000 au premier trimestre, en augmentation de 2,1 % sur un an.

D'ailleurs, le gouvernement n'a pas attendu sa prétendue baisse du chômage pour réduire les effectifs de

Pôle emploi par la suppression de 1 380 contrats aidés. Ils devraient à l'avenir être remplacés non par des emplois fixes, mais par des jeunes en service civique. Pôle emploi a aussi déjà décidé la suppression de 600 à 700 postes de conseillers sur un an, remplacés par un accueil sur des plateformes téléphoniques, ce qui aggrave le parcours du combattant des chômeurs. Dans une large mesure, la fonction de Pôle emploi n'est pas de les aider, mais de servir au plus près les intérêts du patronat. Ainsi, sa méthode de recrutement par simulation (MRS) est en pleine expansion. Il



s'agit pour Pôle emploi de prendre en charge, en fonction des besoins de recrutement de tel ou tel patron, des tests de présélection de candidats aptes à tenir un poste.

Pour sa part, le gouvernement multiplie les pressions pour faire accepter ces conditions. Ainsi l'effectif

de Pôle emploi affecté exclusivement au contrôle des chômeurs échappe aux restrictions budgétaires : il devrait passer de 200 à 600 d'ici à un an, pour atteindre le millier un an plus tard, sans aucun travailleur supplémentaire, le recrutement se faisant en interne.

Jean Sanday

## CIO: fermeture inacceptable

Les centres d'information et d'orientation (CIO), où les jeunes peuvent recevoir une aide et des conseils pour s'orienter dans leurs études, sont aujourd'hui menacés de fermeture. C'est une des conséquences du projet de loi baptisé Pour la liberté de choisir son avenir professionnel, qui prévoit le transfert aux régions de l'information liée à l'orientation.

Ces fermetures signifieraient la disparition d'un service public proche de la population. Les psychologues de l'Éducation nationale, anciennement conseillers d'orientation, qui y reçoivent le public, ne travailleraient plus que dans les établissements scolaires

où ils assurent déjà actuellement des permanences, et les secrétaires administratifs des CIO n'auraient sans doute pas d'autre choix que la mutation forcée.

Cela fait plusieurs années déjà que les gouvernements successifs ont commencé à détruire ce service. De nombreux CIO ont fermé et le recrutement a été réduit à tel point que certains fonctionnent avec davantage de contractuels sous statut précaire que de titulaires. La fermeture des CIO permettrait au ministère de continuer à diminuer le personnel affecté à l'orientation et pénaliserait toute une population qui n'a pas accès à d'autres sources

d'information, par ses relations ou en payant des organismes privés.

C'est le cas des jeunes migrants, qui sont reçus dans les CIO pour constituer leur dossier de poursuite d'études en France, en conformité avec les études qu'ils ont suivies dans leur pays d'origine. Ils n'auraient désormais plus d'interlocuteur, d'autant plus que les arrivées massives se situent pendant les grandes vacances, à une période où les établissements scolaires sont fermés. Cela concerne aussi les jeunes déscolarisés, qui peuvent aussi trouver dans les CIO des informations leur permettant d'acquérir une qualification. Les parents

préoccupés de l'avenir de leurs enfants viennent s'y renseigner. Sans parler de tous les jeunes rejetés par d'aberrants systèmes informatiques d'affectation, ces sans-bahut qui, à tous les niveaux, se demandent ce

qu'ils vont bien devenir.

En fermant les CIO, le gouvernement restreindrait encore un peu plus une « liberté de choisir son avenir » déjà bien problématique

Daniel Mescla

## Université de Nancy : solidaires contre la répression

**À Nancy, malgré l'intervention de la police le 25 avril pour mettre fin au blocage de la faculté de Lettres débuté le 22 mars, la mobilisation continue.**

Le 3 mai, à l'occasion de la réouverture de la faculté pour les partiels, une assemblée générale regroupe une centaine de personnes. Les étudiants découvrent alors que des panneaux en bois ont été posés pour empêcher l'accès à une salle qu'ils utilisaient et aux locaux syndicaux et associatifs. Ils décident donc d'occuper la salle des professeurs, et les panneaux de bois sont enlevés.

La police, appelée, se positionne alors pour contrôler les entrées de la salle d'examen. Les étudiants mobilisés lancent des slogans, par-dessus les policiers, aux autres étudiants : « Pas de partiels avec les flics ! » Mais, une fois la salle d'examen remplie, la police charge sans sommation. Des personnes sont prises au hasard, plaquées au sol et menottées, et les autres sont repoussées hors de la faculté. Six étudiants sont placés en garde à vue, prolongée à 48 heures. Un septième est même arrêté à son domicile, avant d'être finalement libéré sans charges.

Pendant deux jours,

plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées devant le commissariat puis devant le tribunal, en soutien à leurs camarades. Le samedi 5 mai, à leur sortie de garde à vue, ceux-ci ont été accueillis chaleureusement par une cinquantaine de personnes. Ayant passé deux nuits dans des cellules sordides, ils s'y sont serré les coudes. Malgré les pressions, ils ont tous refusé la comparaison immédiate pour dégradation ou violence sur agent, certains s'opposant même au prélèvement d'ADN ou à la communication (obligatoire depuis peu) de leur code permettant de déverrouiller leur téléphone. Quel besoin la police a-t-elle d'utiliser ces méthodes scandaleuses contre des étudiants en lutte, si ce n'est pour les traiter comme des délinquants ou des terroristes ?

Pour s'encourager pendant leur détention, les étudiants lançaient des chants révolutionnaires, dont *l'Internationale*, à plusieurs reprises... jusqu'à agacer les policiers.

Correspondant LO



## Fac de Lettres - Limoges : le mouvement tient bon !

Lundi 7 mai, environ 300 étudiants étaient présents sur le campus Guérin à l'assemblée générale de la faculté de Lettres de Limoges. Après un long débat sur les revendications à mettre en avant et la poursuite du mouvement contre Parcoursup, malgré les menaces de la

présidence de l'université de faire intervenir la police, la grève et le blocage ont été reconduits par une majorité.

Diverses dispositions concernant l'organisation des partiels ont aussi été votées : délocalisation, note minimum de 10 « améliorable » accordée

à tous, etc. Les étudiants ont aussi décidé d'ajouter la titularisation de tous les enseignants à leurs revendications et d'ouvrir leurs réunions à des intervenants extérieurs, notamment à des travailleurs en lutte.

Correspondant LO

# Air France : le PDG débarqué par le personnel

**Par 55,44 % des voix et à plus de 80 % de votants, les 46 771 salariés d'Air France ont dit non à leur direction. Malgré des semaines d'intense propagande interne, de pressions de l'encadrement et de pilonnage des médias, les dirigeants de la compagnie et tous ceux qui les soutenaient viennent de prendre une gifle magistrale.**

Après sept ans de gel salarial, 10 000 emplois supprimés, la suppression de jours de repos, l'augmentation des vols et rotations pour les navigants, la direction d'Air France voulait faire approuver des augmentations dérisoires : d'abord 1 % sur 2018, puis un maximum de 7 % étalés sur quatre ans, le tout assorti d'une clause antigreve.

Pour convaincre le personnel qu'il devait voter oui, et qu'en tout cas l'opinion publique n'était pas de son côté, les médias ont fait chorus avec la direction de la compagnie. Ils ont dénoncé comme des irresponsables et des privilégiés ces salariés qui faisaient greve pour 6 % de rattrapage salarial, alors que beaucoup ne gagnent pas 1 400 euros net. Et ils ont joué l'air de la division, en prétendant que les pilotes ont des intérêts opposés à ceux du reste du personnel et que, si elles font greve, les autres catégories se mobilisent peu.

Tout ce petit monde, et d'abord le PDG qui avait mis sa démission dans la balance, était si sûr de son coup que, le 4 mai, au dernier jour du scrutin, *Aujourd'hui en France* voyait « les salariés pencher pour le oui » et que *Libération* tablait sur « l'hypothèse probable où le oui l'emporte ».

Pourtant, malgré leur mépris de classe pour des travailleurs qu'ils imaginent corvéables et mal léables à merci, ceux d'Air France n'ont pas marché.

Car trop c'est trop. Et depuis trop de temps. Pour ceux des ateliers qui, fin 2016, avaient fait greve spontanément à plusieurs milliers contre un énième plan d'externalisation, forçant ainsi la direction à reculer. Pour ceux qui, depuis fin 2017, réclament ici et là des revalorisations de carrière, en clair des hausses de salaire. Et, bien sûr, pour tous ceux et toutes celles qui, depuis février, exigent 6%. Cette revendication unit,

toutes catégories confondues, mécanos-avion et hôtesses, bagagistes et pilotes en un même mouvement, au grand déplaisir d'une direction qui compte d'habitude sur le corporatisme pour diviser et donc pour régner.

Au fil d'une quinzaine de jours d'arrêt de travail, beaucoup n'ont fait que quelques heures de greve, voire n'en ont fait aucune, car ils pensaient ne pas en avoir les moyens ou que la direction ne céderait pas. Mais ils n'en voyaient pas moins celle-ci comme leur ennemie. Et puis, les premières grèves pour les 6 % ayant coïncidé avec le début

du mouvement à la SNCF, il y a le sentiment diffus qu'à Air France comme ailleurs patronat et gouvernement mènent une attaque générale contre les travailleurs, et qu'il faut au moins montrer qu'on ne l'accepte pas.

C'est tout cela qui est revenu dans la figure de la direction d'Air France le 4 mai. Et dès le lendemain les travailleurs affichaient leur satisfaction de lui avoir infligé un camouflet.

Le PDG Janaillac est démissionnaire depuis qu'il a été envoyé sur les roses au propre comme au figuré, lui qui se vante de posséder (entre autres) une propriété

en Dordogne assez vaste pour abriter des centaines de rosiers. En attendant qu'il se taille pour aller les tailler, son ultime appel à ne pas faire greve les lundi 7 et mardi 8 mai a fait plouf.

La direction et le gouvernement voudraient utiliser le départ du PDG et le choix de son remplaçant pour semer l'inquiétude en serinant qu'Air France « est en grand péril ». C'est qu'ils espèrent ainsi faire oublier à ses salariés ce qui reste pour eux l'essentiel : obtenir l'augmentation de salaire de 6 % demandée.

**Correspondant LO**

## Tuberie Vallourec – Saint-Saulve : la greve continue

Depuis mardi 24 avril, la production de la tuberie de l'usine Vallourec de Saint-Saulve, dans le Nord, est à l'arrêt car une bonne partie des ouvriers de production est en greve.

Depuis 2014, les patrons de Vallourec ont déjà imposé trois plans de licenciements. Il y a d'abord eu un plan pour diviser par deux le nombre de travailleurs administratifs. Puis en 2016 plus de 300 ouvriers ont été licenciés car

le laminoir a fermé. Cette année, les patrons de Vallourec ont vendu l'aciérie de Saint-Saulve au groupe Ascoval, qui est lui-même en redressement judiciaire. Aujourd'hui, Vallourec veut fermer la ligne chaudière et licencier 164 ouvriers. Son intention est claire : fermer l'ensemble du site de Saint-Saulve.

Les ouvriers revendiquent 75 000 euros pour tous et 1,5 mois par année d'ancienneté, ce que les

principaux actionnaires de Vallourec peuvent largement payer, car ils ont encaissé des milliards avant la crise.

L'usine est fermée du samedi 5 mai au dimanche 13 mai, comme cela était programmé depuis plusieurs semaines. Mais les ouvriers refusent de se faire licencier sans se battre et la greve devrait reprendre dès lundi 14 mai.

**Correspondant LO**

## Logifare – Moselle : dix jours de greve

**Commencée à l'occasion de la journée interprofessionnelle du 19 avril à la suite d'un débrayage d'un secteur de l'usine, la greve s'est poursuivie pendant dix jours chez Logifare, filiale de la multinationale spécialisée en logistique Katoen Natie.**

Une cinquantaine de salariés, sur les 154 que compte le site de Moselle, ont tenu bon malgré les intimidations du tribunal leur demandant de lever le blocage, se réunissant tous les jours et multipliant les actions pour informer la population.

La direction a été contrainte de rencontrer les grévistes, leur proposant 1 % au bout d'une semaine, puis 2 % d'augmentation à la fin du conflit. Même si la greve n'a pas permis d'atteindre les 5 % revendiqués, elle a permis aux salariés de se retrouver collectivement pour mettre en avant leur refus des conditions de travail, en particulier la modulation quasi quotidienne des horaires et l'absence

de prise en compte de la polyvalence dans leur rémunération. Il faut dire que, dans cette entreprise de logistique, les salaires

dépassent à peine le smic sur des postes polyvalents où il faut jongler entre les différentes activités d'emballage de DVD pour Disney et Warner, de stockage de produits chimiques pour l'usine Total de Carling toute proche, voire de lavage de citernes de camions.

Le groupe Katoen Natie

est la propriété du milliardaire belge Fernand Huts, qui se distingue régulièrement pour son arrogance de grand patron. Il a fait parler récemment de lui en tant que propriétaire de sociétés offshore lui permettant de dissimuler dans divers paradis fiscaux sa fortune colossale, et c'est en toute discrétion

qu'il empoche pour s'enrichir les subventions de l'État et des collectivités locales : prise en charge par la communauté de communes des frais de rénovation de la citerne incendie du site de Logifare à hauteur de 60 000 euros, sans parler des dizaines de milliers d'euros encaissés au titre de la prime d'aménagement du territoire sans créer un seul emploi, aux dires mêmes d'un rapport ministériel.

Malgré son assurance au début de la greve, après dix jours de mobilisation des salariés, la direction de l'entreprise a bien dû en rabattre. Au-delà des 2 % récupérés dans les poches du patron, c'est bien ce sentiment de s'être fait entendre qui a marqué les esprits de tous, grévistes et salariés solidaires de la greve comprise.

**Correspondant LO**



Le piquet de greve.

# Paprec – La Courneuve : réintégration d'un délégué, la détermination a payé

**Au début mars, Mahamadou, responsable de section syndicale CGT à l'entreprise Paprec de La Courneuve, a repris le travail suite à une longue procédure de licenciement consécutive à une mise à pied conservatoire depuis le 6 décembre 2016.**

Depuis la réintégration de ce militant, il ne se passe pas un jour sans que le patron ne tente d'intimider ceux qui lui manifestent leur sympathie ou leur soutien dans l'entreprise. Cela ne lui plaît pas du tout que les travailleurs s'organisent !

Paprec à La Courneuve a été artificiellement partagée en deux par le patron. Les 270 ouvriers de Paprec

Île-de-France où travaille Mahamadou trient et recyclent le papier, tandis que le papier à recycler est amené par les chauffeurs de Paprec Transport et Valorisation. La réintégration de ce salarié est le résultat de plus d'un an de lutte judiciaire menée avec l'aide de la CGT. Les coups tordus du patron se sont succédé : fausses accusations, séquestration, signature sous la contrainte

d'un avenant au contrat de travail pour mutation, etc.

Ce n'est pas la première tentative d'implanter une section syndicale dans cette entreprise. Depuis plus de trente ans, plusieurs ouvriers y ont perdu la santé, harcelés jusqu'à ce qu'ils craquent ou cèdent à des propositions du patron de partir avec un petit pactole. Mais de nouveaux travailleurs tentent toujours de s'organiser contre les mauvaises conditions de travail.

Un ancien salarié a ainsi mené plus de dix ans de procédures judiciaires parce qu'il y a perdu l'usage de sa main. Le directeur

s'était déplacé lui-même pour l'obliger à travailler sur une machine sans sécurité. Un autre salarié a préféré démissionner avant qu'il ne lui arrive le même genre de chose, mais il aide désormais le nouveau responsable syndical. Il faut

imposer des précautions élémentaires contre la poussière, mais aussi des sanitaires dignes de ce nom. Et les chauffeurs doivent pouvoir eux aussi s'organiser, car pour tous, il faut une augmentation de salaire.

**Correspondant LO**



# Daunat – Laon et Arras : même patron, même exploitation

**La mobilisation des treize salariés de Daunat à Laon, dans l'Aisne, menacés de licenciement après une grève de dix jours début avril, a continué. Certains d'entre eux sont allés rencontrer les ouvriers de l'usine Daunat d'Arras, dans le Pas-de-Calais, vendredi 4 mai.**

Arrivés au changement d'équipe, les ouvriers de Laon se sont adressés à ceux d'Arras, nombreux à être déjà au courant de la menace de licenciement contre

leurs collègues et à avoir signé une pétition pour dénoncer cette injustice.

À Arras certains responsables ont parlé aux ouvriers de la grève de Laon

en disant : « là-bas, les conditions de travail sont beaucoup plus dures qu'ici ».

Mais leurs propres conditions de travail n'ont rien d'enviable : une bonne partie des ouvriers sont en CDD, certaines équipes, lorsqu'elles sont du matin, commencent à 2h30, ce qui les fait se lever vers 1h du matin ! Les horaires sont à la carte, la direction impose des durées allant jusqu'à

dix heures (de 2h30 à 12h30 par exemple), ou seulement de six, huit ou neuf heures, selon les jours et en fonction des commandes. Il n'y a de pause que si la durée du travail dépasse six heures. Les heures supplémentaires, ou celles du dimanche, ne sont pas majorées mais mises dans des compteurs et compensées par les journées de travail moins longues.

La rencontre chaleureuse entre les ouvriers de Laon et d'Arras a permis à tous de se rendre compte de la façon dont les directions des deux usines aggravent l'exploitation. Et c'est bien cette exploitation que dénonçaient par leur grève les treize ouvriers de Laon, aujourd'hui menacés de licenciement.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an.

Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Pour les malvoyants**

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



## Russie : le tsar en son palais

Réélu le 13 mars à l'issue « d'élections sans choix », selon le slogan de l'opposition russe, Poutine a entamé son quatrième mandat le 7 mai. Cela tombe bien : c'est juste avant la célébration, comme chaque année, de la défaite de l'Allemagne nazie face à l'Union soviétique, sur fond d'une gigantesque parade militaire à Moscou. Celle-ci est destinée à témoigner tout à la fois de la puissance des armées de la Russie, de la place qu'elle a retrouvée sur la scène internationale, et bien sûr de ce que le peuple russe doit à celui qui a permis tout cela : Poutine.

Depuis 2000 qu'il a accédé au Kremlin, son chef n'en finit plus de restaurer les ors et les palais du tsarisme, ainsi que d'en célébrer les tristes héros. Il a ainsi fait canoniser le dernier tsar, Nicolas II, que les travailleurs avaient renversé lors de la révolution de 1917. Et il ne manque pas une occasion de flatter, subventionner et armer ceux qui se veulent les héritiers des cosaques, ce corps de répression spécialisé des tsars. Au point, la veille de son intronisation, d'avoir autorisé des cosaques actuels à jouer les supplétifs de la police, à Moscou place Pouchkine, en dispersant à coups de fouets quelques centaines de manifestants conspuant « le tsar Poutine ».

Ces manifestants étaient descendus dans les rues de la capitale, comme de plusieurs grandes villes, à l'appel de Navalny, l'opposant à Poutine le plus connu, et qui pour cela s'était vu interdire de participer à l'élection présidentielle en mars. Comme c'est désormais systématique à chacune de leurs manifestations, la police a procédé à des centaines d'arrestations, dont

celle de Navalny lui-même.

Cette répression semble avoir découragé de récidiver une partie des dizaines de milliers d'étudiants, parfois de jeunes lycéens n'ayant connu d'autre régime que celui du nouveau « tsar » qui, il y a un an encore, défiaient le régime dans de nombreuses villes en des cortèges impressionnants.

Pour le maître du Kremlin, à un mois de l'ouverture des matchs de la Coupe du monde de football en Russie, dont il entend bien qu'elle célèbre sa grandeur et celle du pays, il s'agit d'enlever l'envie à quiconque de troubler la fête dans les onze villes qui accueilleront les compétitions.

À juger par ce qu'en dit la presse, les hommes du pouvoir étaient, ces dernières semaines, au moins autant préoccupés par l'éventualité que Poutine profite de sa réélection pour débarquer son Premier ministre, Medvedev. Une vidéo de Navalny vue par 15 millions d'internautes russes a dénoncé Medvedev comme un des hommes les plus riches de Russie et un politicien corrompu lié à des bandits tels les frères Magomedov,

des oligarques récemment emprisonnés. Et nombre de commentateurs de spéculer sur le fait que Medvedev pouvait se voir évincer, à force d'avoir servi de fusible et de second à Poutine depuis des années. En effet, pour se maintenir au sommet, en équilibre entre des clans luttant féroce-ment pour le pouvoir et les sources d'enrichissement qu'il procure, le « tsar »-Bonaparte qu'est Poutine se doit périodiquement de redorer son image. Pour cela, il doit faire retomber sur des seconds toutes les tares de son système et les mécontentements qu'elles suscitent sous la surface apparemment lisse de ce régime autoritaire.

Or, à la crise et aux sanctions occidentales, s'ajoutent les guerres que mène le Kremlin et qui grèvent le budget de l'État, les prix qui s'envolent, la monnaie qui se dévalue de plus en plus vite par rapport au dollar et à l'euro, les entreprises qui ferment. Tout cela ne peut que provoquer du mécontentement dans différentes couches de la société. En tout cas, durant l'élection présidentielle, une plaisanterie amère courait : on ne pouvait pas plus douter de son résultat que du fait que Poutine s'apprêtait à prendre des mesures s'attaquant au niveau de vie de la population. Le fait que Poutine, finalement, vienne de reconduire Medvedev semble aller dans ce sens : ce serait à celui-ci de prendre des mesures antipopulaires et d'en assurer le discrédit.

Pierre Laffitte

## États-Unis : Trump, « menteur professionnel » et sans vergogne

Vendredi 4 mai, s'adressant au congrès de la National Rifle Association (NRA), l'association qui promeut les armes à feu aux États-Unis, Trump l'a assurée de son soutien au deuxième amendement de la Constitution qui garantit le droit des Américains à porter des armes.

Trump a même affirmé que l'attaque au Bataclan, le 13 novembre 2015 à Paris, aurait été mise en échec si les spectateurs avaient été armés – le tout en mimant de façon grotesque les assaillants. Il a également stigmatisé la ville de Londres pour son nombre élevé de meurtres à l'arme blanche, évoquant un hôpital devenu « une zone de guerre où l'on trouve d'horribles blessures d'attaques au couteau ». Au point que les gouvernements français et britannique se sont sentis tenus de protester.

Les violences meurtrières ont d'abord des causes sociales, qui ne se résument pas à la vente libre des armes automatiques. Mais les tueries de masse sont moins fréquentes en France ou en Grande-Bretagne, où la vente d'armes est strictement réglementée, qu'aux États-Unis où, depuis 2013, quelque 1 900 personnes auraient été victimes de telles tueries. Mais là n'est pas le problème du démagogue Trump. Au mois de février, après la tuerie survenue dans un lycée à Parkland, en Floride, où quatorze adolescents et trois adultes avaient été tués par un fanatique, la jeunesse s'était massivement mobilisée contre la vente libre des armes à feu. Trump avait alors appelé à

des restrictions et il avait critiqué le laxisme de certains membres du Congrès. Aujourd'hui, alors qu'approchent des élections de mi-mandat au mieux incertaines pour son camp, Trump tient un tout autre discours, flattant sa base électorale... et ses bailleurs de fonds.

La NRA revendique cinq millions de membres et bénéficie du financement des entreprises qui vendent des armes, un secteur qui brasse plus de dix milliards par an. Au cours de la campagne présidentielle de 2016, cette association avait été un des principaux soutiens financiers de Trump. Et localement, elle appuie de nombreux candidats, républicains ou démocrates, qui s'engagent pour la liberté du port d'armes, attaquant en revanche ceux qui se disent favorables à des restrictions.

Une partie de la jeunesse n'accepte plus la violence aveugle de la société américaine, et c'est tant mieux. Un des lycéens de Parkland a dit de Trump que « c'est un menteur professionnel ». Cela est vrai de tous les présidents, pour ne parler que des américains, et a fortiori d'un démagogue réactionnaire et sans scrupules comme Trump.

Michel Bondelet

### Lisez Lutte de classe,

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 192 (mai-juin 2018) :

- Les cheminots tiennent tête à Macron
- Corée : un dégel sous la menace d'un revirement des États-Unis
- Référendum en Nouvelle-Calédonie, entre domination coloniale et impasse nationaliste
- Les enjeux gaziers et pétroliers au Proche et au Moyen-Orient
- La situation politique, économique et sociale aux États-Unis en 2018

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.